



En partenariat avec



analyse

Par **Dominique Caouette**, professeur au département de science politique, chercheur au Centre d'études asiatiques, et titulaire de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques à l'Université de Montréal, et **Yann Roche**, professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), directeur de l'axe sur la stratégie et la diplomatie de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques et président de l'Observatoire de géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand.

Photo ci-dessus :

Le 12 janvier 2024, le ministre indonésien de la Défense, Prabowo Subianto, visite un internat islamique de la ville de Palembang. Cet ex-général autrefois en disgrâce, deux fois candidat à la présidentielle et deux fois perdant face à l'actuel chef de l'État indonésien Joko Widodo, est aujourd'hui en pole position pour devenir le prochain dirigeant de l'Indonésie. Gendre du général Suharto, qui a dirigé l'Indonésie de 1967 à 1998, il a annoncé le 22 octobre 2023 que son vice-président serait le fils du président actuel. (© Shutterstock)



2024, une année électorale délicate en Indo-Pacifique

Comme l'écrivait l'érudit et spécialiste de l'Asie du Sud-Est Benedict Anderson ⁽¹⁾, il y a de cela quelque temps, les élections nationales sont parfois une réponse à une demande de participation ou à une crise politique, mais le plus souvent, elles servent à maintenir le *statu quo* politique. En Indo-Pacifique, elles oscillent entre ces deux pôles : permettre un changement de régime au service de la consolidation démocratique, ou constituer un rituel procédural qui donne un vernis de légitimité aux oligarchies politiques ou militaires.

Les élections qui marquent la première moitié de 2024 ne font pas exception : elles seront révélatrices de tendances lourdes au niveau domestique mais également le reflet de la conjoncture internationale actuelle. Ici, nous proposons tout d'abord de définir les contours particuliers de ces tendances et conjoncture avant de revenir de manière plus précise sur quatre élections nationales. Deux ont eu lieu en début d'année, soit celle du Bangladesh le 7 janvier, puis l'élection présidentielle et législative à Taïwan, le 13 janvier. Ensuite, nous discuterons de deux concours électoraux à venir : l'Indoné-

sie, le 14 février prochain, et le long processus électoral indien qui s'étendra sur deux mois (mars-avril).

Ressac autoritaire, croissance économique et nouvelle géopolitique ⁽²⁾

D'emblée, il importe de souligner qu'un certain optimisme faisant écho à l'idée d'une troisième vague de démocratisation ⁽³⁾ a traversé les études électorales sur l'Asie-Pacifique durant les années 1980 et 1990 et même le début du nouveau millénaire ⁽⁴⁾. Ces années sont marquées par la fin de certains régimes auto-



ritaires (Philippines 1986, Thaïlande 1992, Taïwan 1996, et Indonésie 1998) et la libéralisation partielle de certains régimes au tournant de la seconde décennie du millénaire (Malaisie, Sri Lanka, et même Myanmar). Aujourd'hui, la prudence est plutôt de mise. Au cours des dix dernières années, on assiste à l'émergence de différentes formes de populisme autoritaire, souvent organisées autour d'un nationalisme exacerbé, que ce soit aux Philippines avec l'élection de Rodrigo Duterte en 2016, puis du fils de l'ancien dictateur Marcos, Ferdinand « Bongbong » Marcos Jr en 2022, au Cambodge avec une gouvernance proche d'un parti unique, ou encore d'un renversement autoritaire avec le coup d'État militaire au Myanmar qui y interrompt de manière drastique le processus de démocratisation électorale.

“ Au cours des dix dernières années, on assiste à l'émergence de différentes formes de populisme autoritaire, souvent organisées autour d'un nationalisme exacerbé. ”

Ce qui apparaît incongru, c'est que ces reculs démocratiques se déroulent alors que la région Indo-Pacifique est aujourd'hui devenue le centre de l'économie mondiale et le cœur de la croissance économique. À travers la région, on voit apparaître de nouvelles classes moyennes, pourtant habituellement perçues comme vecteur de démocratisation. De plus, si l'émergence de classes moyennes n'est pas nécessairement signe de poussée démocratique, l'organisation régulière d'élections, tout en étant nécessaire à la démocratisation n'en constitue pas non plus une condition suffisante. Dans bien des cas, les gouvernements élus ne remettent pas en question le pouvoir des grands conglomérats commerciaux et financiers, souvent associés à de grandes familles oligarchiques, ou encore les intérêts économiques et politiques des dirigeants militaires, préférant des alliances et partenariats. Au même moment, ils assurent l'accès aux marchés de consommation pour une partie des classes moyennes émergentes, disposées à tolérer des régimes « forts » en place, tant que les revenus personnels augmentent.

Autre élément du casse-tête actuel : l'essor et l'expansion économique — et aujourd'hui géopolitique — de la Chine. Déjà premier partenaire économique de la région du Sud-Est asiatique en 2011, la Chine est impliquée de manière intensive à l'intérieur des différentes organisations et regroupements régionaux, que ce soit avec son projet des nouvelles routes de la soie ou encore la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (5). Même si le géant asiatique est de plus en plus menaçant quant à ses revendications territoriales dans la mer de Chine méridionale, ce qui crée des antagonismes avec plusieurs États de la région, il n'en reste pas moins qu'elle constitue un partenaire commercial et financier incontournable [voir l'analyse de Y. Roche p. 84]. Elle utilise aussi une stratégie de la carotte à travers des programmes d'assistance généreux, en particulier du côté des infrastructures. Ceci peut expliquer en partie pourquoi certains États sont prêts à prendre le risque de mettre en place

des politiques autoritaires qui vont à l'encontre du libéralisme politique et des normes promues par l'Occident. Aujourd'hui, la Chine réussit bon an mal an à asseoir son influence dans la région en tolérant ou appuyant des régimes qui pourraient être ostracisés par l'Ouest.

Élections générales au Bangladesh : la continuité ou l'asphyxie de la démocratie ?

Le 7 janvier dernier, les élections législatives au Bangladesh ont reconduit au pouvoir Sheikh Hasina, Première ministre sortante. À la tête de la Ligue Awami depuis 1981 et figure centrale de la Grande Alliance, sa coalition gouvernementale est au pouvoir depuis 2009 de manière continue. Avec sa réélection, elle entreprend aujourd'hui son 5^e mandat. Auparavant, elle avait déjà été Première ministre entre 1996 et 2001. Elle est la fille de celui qui est considéré comme le fondateur de l'État bangladais, Sheikh Mujibur Rahman. Celui-ci a dirigé le soulèvement indépendantiste ayant mené à la sécession sanglante face au Pakistan. Au cours de ses années au pouvoir, Sheikh Hasina a mis à mal l'espace démocratique, la liberté d'expression et les droits de la personne. Cette victoire de janvier, bien que sans appel (la Ligue Awami a remporté 222 sièges sur les 299 sièges directement élus) est néanmoins entachée par une participation ané-



mique, avec un taux avoisinant les 40 % (6) ; le parti d'opposition le plus important, le Parti nationaliste du Bangladesh, ayant appelé à un boycott. Qui plus est, au cours des dernières années, Sheikh Hasina et son gouvernement ont condamné sa rivale, l'ancienne Première ministre Khaleda Zia, à dix ans de prison pour corruption et son fils Tarique Rahman à la prison à vie pour conspiration. Ce dernier est actuellement en exil à Londres. Sans surprise, les diplomates de Chine, de Russie et d'Inde ont été parmi les premiers à féliciter la Première ministre réélue (7), alors que plusieurs organisations des droits de la personne, y compris Human Rights Watch, s'inquiètent maintenant de la possibilité de voir une intensification de la répression face à l'opposition. Le pays qui compte aujourd'hui près de 170 millions d'habitants voit peu à peu s'étioler une démocratie fragile, alors que sa

Photo ci-dessus :

Le 8 janvier 2024, la Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, participe à un meeting dans la capitale du pays après que son parti a remporté 222 des 299 sièges lors des élections législatives du pays, boycottées par l'opposition. Fille du fondateur du Bangladesh, Sheikh Hasina entame donc un cinquième mandat de Première ministre. (© Xinhua/PMO)

croissance économique est estimée pour l'année à 5,6 %, suivant de près celle de l'Inde estimée à 6,3 pour l'exercice financier 2023/24. Aujourd'hui, l'industrie du textile est au centre de cette croissance et fournit près de 45 % des emplois industriels, dont 42 % sont occupés par des femmes. Le pays est aujourd'hui le deuxième plus grand producteur pour le prêt-à-porter et ses principaux marchés d'exportation sont l'Europe et l'Amérique du Nord. Au-delà de pousser pour des normes de production plus sécuritaires et de meilleures conditions salariales, il semble peu probable que cet autoritarisme grandissant ne soit remis en question de l'extérieur.

Taiwan : une demi-victoire pour le parti au pouvoir

Les élections du 13 janvier 2024 en République de Chine (Taiwan) ont fait l'objet d'un intérêt particulièrement soutenu à l'échelle internationale. Leur déroulement et leurs résultats semblent constituer un contraste par rapport au Bangladesh, mais s'inscrivent aussi dans une continuité du pouvoir en place. La présidente sortante, Tsai Ing-wen, du Parti Démocrate Progressiste (PDP), ne pouvait se représenter puisqu'elle arrivait à la fin de son second mandat. Mais une victoire de son parti,

celui du KMT et un candidat indépendant mais opposé au PDP, totalisent plus de voix que Lai. Le fait que tous les deux aient clairement reconnu la victoire de ce dernier ne change rien à la perception de Pékin.

Il y a deux manières de percevoir la victoire du PDP. Comme un exploit, tout d'abord, puisque les Taïwanais n'avaient jamais accordé un troisième mandat au parti au pouvoir. Soutien fort aux politiques de Mme Tsai et à son parti, ou rejet de la position jugée trop pro-chinoise du KMT ? Sans doute un mélange des deux, qui aura contrebalancé l'effet d'usure du pouvoir habituellement si présent dans la vie politique de l'île. Mais ce succès historique est gâché par le résultat des législatives qui se tenaient

“ Aujourd'hui, la Chine réussit bon an mal an à asseoir son influence dans la région en tolérant ou appuyant des régimes qui pourraient être ostracisés par l'Ouest. ”

conjointement, et qui ont vu le PDP perdre sa majorité absolue. La situation aujourd'hui à Taiwan est celle d'une présidence pleine de défis et de dangers. Lai Ching-te aura les mains liées par un Parlement qui a le pouvoir de bloquer ses réformes. Il subira la pression directe et indirecte de la Chine, qui pourra faire valoir son influence dans la vie politique taïwanaise via les députés de l'opposition. Quant à son principal allié, les États-Unis, ils seront très occupés sur d'autres fronts lors des prochains mois entre l'Ukraine, la guerre israélo-palestinienne et les élections de novembre. La population taïwanaise semble avoir choisi la voie d'un *statu quo* qui fait l'affaire de beaucoup d'acteurs... sauf peut-être celle de la République populaire de Chine.

Indonésie : l'après-« Jokowi », consolidation démocratique ou frissons autoritaires ?

Étant le plus grand et le plus peuplé pays de l'Asie du Sud-Est, mais également le pays avec le plus grand nombre de pratiquants musulmans au monde, l'Indonésie est considérée comme la grande puissance régionale. Parmi les onze pays de la région, elle est la seule à participer au G20. Avec une population estimée à plus de 280 millions, l'archipel est considéré comme la 3e plus grande démocratie au monde, après l'Inde et les États-Unis. Son caractère archipelagique et son étendue géographique en font l'un des pays les plus multiculturels au monde et particulièrement riche en ressources naturelles. Celles-ci attirent d'ailleurs un grand nombre d'entreprises minières et forestières internationales. L'Indonésie est également le premier producteur mondial d'huile de palme. Depuis la fin de la crise financière de 1997 et la fin de la dictature du président Suharto, le pays a su maintenir un taux de croissance économique avoisinant les 5 % annuellement (8).

Dans les années 1960, le contexte de la guerre du Vietnam et la crainte d'une extension du communisme à l'ensemble de la région allaient amener un groupe de militaires sous la direction de Suharto contre le premier président de l'Indonésie indépendante, Soekarno. Suharto allait diriger le pays avec une main de



Photo ci-dessus :

Le 13 janvier 2024, le favori du scrutin William Lai (à gauche) remportait l'élection présidentielle à Taiwan. Le vice-président du Parti démocrate progressiste (PDP) est arrivé en tête avec 40,2 % des voix, devant son principal opposant, Hou Yu-ih, qui prônait un rapprochement avec Pékin. Cependant, si le PDP conserve la présidence, il a perdu la majorité parlementaire, ce qui devrait réduire sa marge d'action. (© Shutterstock)

considéré comme indépendantiste par la Chine, était présentée par ses opposants comme une catastrophe, voire comme une provocation. Pékin lui préférait le Kuomintang (KMT), parti qui a même eu dans son programme l'idée d'une unification formelle avec la Chine — proposition qui ne fait plus partie de la version actuelle du programme. Malgré d'intenses pressions, exercices militaires et déclarations incendiaires au cours des semaines précédant l'élection, la République populaire de Chine n'a toutefois pas réussi à provoquer la défaite du candidat du PDP, l'ancien vice-président de Tsai, Lai Ching-te.

Donné en tête dans des sondages qui devenaient de plus en plus serrés à l'approche des élections, Lai l'a donc emporté, et il aura comme vice-présidente Hsiao Bi-khim, ancienne représentante de Taiwan à Washington. De quoi irriter Pékin et son Bureau des affaires taïwanaises, qui s'est empressé de souligner que le nouveau président ne représentait pas Taiwan. Cette déclaration s'appuie sur le fait que les deux autres candidats,



fer pendant 32 années, et s'enrichir au point de devenir l'un des hommes les plus riches au monde. Sa famille immédiate et sa garde rapprochée — notamment son beau-fils, Prabowo Subianto, officier des forces spéciales et responsable entre autres de l'occupation du Timor oriental — ont également grandement profité de ces années de dictature. La crise économique de 1997 et aussi la fin de la guerre froide, l'abandon tacite des Américains et d'une partie de la communauté internationale, allaient mener à

le fils de Jokowi, Gibran Rakabuming Raka, comme colistier et candidat à la vice-présidence.

Alors que le scrutin approche à grands pas, soit le 14 février, il est difficile d'anticiper lequel des trois principaux partis — le Parti démocratique indonésien de lutte (PDIP) qui a porté Jokowi au pouvoir, le Parti du mouvement de la grande Indonésie mené par Subianto ou encore une alliance de différents partis — pourra ou non obtenir la majorité. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que le parti politique

cette élection, deux grandes coalitions politiques s'opposent : celle élue en 2019, l'Alliance nationale dirigée par le Parti Bharatiya Janapa (BJP) sous la direction du Premier ministre actuel Narendra Modi, et la seconde, l'Alliance nationale inclusive pour le développement indien, dirigée par le Congrès national indien. Ce parti a marqué l'histoire contemporaine de l'Inde depuis son indépendance des Britanniques. Mahatma Gandhi, puis Nehru, sa fille Indira Gandhi, son petit-fils Rajiv Gandhi et sa conjointe

Photo ci-dessus :
Le 3 décembre 2023, un partisan du BJP célèbre le Premier ministre indien Narendra Modi, qui vient de faire un grand pas vers un troisième mandat consécutif à la tête de l'Inde en mai 2024, sa formation nationaliste hindoue s'étant imposée dans trois des quatre états où des élections étaient organisées. (© Shutterstock)

“ Cette élection indonésienne est particulièrement importante pour l'ensemble de la région. D'une part, elle est vue comme un test de la résilience démocratique du pays. D'autre part, l'Indonésie est vue comme capable de mitiger tant l'influence chinoise qu'américaine, pouvant ainsi jouer un rôle de leadership important dans la région. ”

une transition démocratique en 1998 et la fin de la carrière de Suharto, mais non de celle de son gendre Subianto. Depuis les premières élections libres de 1998, la démocratie indonésienne semble en voie de consolidation, notamment depuis l'élection de Joko Widodo (dit « Jokowi »), élu à la présidence pour une première fois en 2014. Bénéficiant d'un important support et d'une sympathie populaire avec un programme politique réformiste et anti-corruption, il est le premier président issu d'origines modestes. Fils de charpentier, « Jokowi » sera aussi le premier président depuis la fin de la dictature à être élu pour un second mandat en 2019, face à Subianto, réhabilité et rendu plus acceptable. D'ailleurs, face à la montée de la grogne, entre autres, de certaines franges musulmanes plus orthodoxes, Jokowi a nommé Subianto ministre de la Défense. En 2023, devant l'impossibilité constitutionnelle de se présenter pour un troisième mandat, des nouvelles tractions politiques se mettent en place et dans un revirement qui en surprend plus d'un, Jokowi appuie aujourd'hui son opposant Subianto pour les deux prochaines élections. En échange, ce dernier a accepté de prendre

mis en place par Suharto, le Golkar, est toujours considéré comme une force politique à prendre en compte. Cette élection indonésienne est particulièrement importante pour l'ensemble de la région. D'une part, elle est vue comme un test de la résilience démocratique du pays, d'autant que les milieux conservateurs musulmans exercent de plus en plus de pressions pour des politiques et des normes plus orthodoxes. D'autre part, l'Indonésie est vue comme capable de mitiger tant l'influence chinoise qu'américaine, pouvant ainsi jouer un rôle de leadership important dans la région.

Inde : nationalisme hindou, stratégies indo-pacifiques et l'énigme Modi

Quatrième processus d'élection crucial à se dérouler en Indo-Pacifique durant les six premiers mois de 2024, les élections législatives indiennes sont particulièrement complexes et longues. Dans le pays le plus peuplé au monde avec 1,43 milliard d'habitants, les 543 députés sont élus sous mode de circonscription nominale au scrutin majoritaire à un tour. Ces élections législatives qui se déroulent tous les cinq ans vont s'étendre d'avril à mai. Pour



Sonia Gandhi, et aujourd'hui son arrière-petit-fils Rahul Gandhi ont marqué et incarnent toujours le Parti. Le Congrès et son Alliance nationale indienne pour le développement inclusif sont considérés de gauche et centre gauche. Pendant longtemps, le Parti du Congrès a tenté de mener une politique internationale non alignée en se présentant comme l'un des pays les plus importants du Sud-Global. Par contre, au niveau national, l'image dorée du Congrès a peu à peu perdu de son lustre. Ce qui a permis l'élection de l'Alliance nationale démocratique, une première fois de 1998 à 2004, et aujourd'hui depuis 2014. Cette alliance est composée de partis de centre droite et de droite avec des franges d'extrême droite. Au sein de l'Alliance, le rôle du Premier ministre Modi et celui de son parti, le BJP, sont centraux. Le BJP tire ses racines d'un mouvement paramilitaire hindou, Rashtriya Swayamsevak



Sangh (RSS). L'avancée vers le pouvoir du BJP s'amorce dans la seconde moitié des années 1990. À l'époque, le leader du parti, Atal Bihari Vajpayee, met en avant une ligne hindouiste modérée, tandis que dans l'État du Gujarat, Narendra Modi, dirigeant local, propose une idéologie — l'Hindutva — constituée autour d'un nationalisme hindou et critique des musulmans. Autour des années 2010, à travers des alliances avec différentes formations conservatrices mais aussi avec des membres de castes intermédiaires, Modi assouplit, du moins publiquement, sa conception xénophobe de l'hindouisme pour une conception d'une culture indienne originelle (une forme « d'hindouïté ») non nécessairement religieuse. Fort de ses alliances et face à un parti du Congrès affaibli, l'alliance dirigée par le BJP de Modi remporte les élections de 2014, puis celles de 2019, et ce avec

des droits de la personne, des diversités culturelles ou de genre ou du libéralisme économique et multilatéral est remise en question ou simplement discréditée. L'émergence d'un nouvel ordre mondial semble être en marche, un mouvement de plaques tectoniques géopolitiques qui se déplacent vers l'Indo-Pacifique à un rythme qui lui est propre et avec des logiques qui échappent parfois à une compréhension occidentalocentrée. Cette année, c'est l'avenir politique de 49 % de la population mondiale qui sera concerné par une variété de processus électoraux, dont une bonne partie sera en Indo-Pacifique (10). Il est impossible de conclure sans mentionner que l'élection américaine du 5 novembre prochain est sans doute celle qui risque le plus de venir influencer la vitesse et l'intensité avec lesquelles ces changements vont se déployer dans la région.

Dominique Caouette et Yann Roche

“ L'émergence d'un nouvel ordre mondial semble être en marche, un mouvement de plaques tectoniques géopolitiques qui se déplacent vers l'Indo-Pacifique à un rythme qui lui est propre et avec des logiques qui échappent parfois à une compréhension occidentalocentrée. ”

Notes

(1) Benedict Anderson, « Elections and Participation in Three Southeast Asian Countries », in Robert H. Taylor (dir.), *The Politics of Elections in Southeast Asia*, Cambridge University Press, 1996.

(2) Pour une analyse plus détaillée, voir Dominique Caouette, « Entrons-nous dans un moment post-démocratique en Asie du Sud-Est ? », in A. Blais et al. (dir.), *La politique en questions*, vol. 2, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2018.

(3) Popularisée par le controversé politologue américain Samuel Huntington, l'idée d'une troisième vague démocratique aurait aidé à comprendre les libéralisations politiques et transitions démocratiques de la région, voir *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, 1991.

(4) Larry Diamond et al., *Consolidating the Third Wave Democracies*, Johns Hopkins Press, 1997.

(5) Dominique Caouette et Denis Côté, « Ripe For A New Asian Multilateralism? ASEAN and Contemporary Regional Dynamics », *European Journal of East Asian Studies*, 11 (1), septembre 2011, p. 5-36.

(6) *The Economist*, « Bangladesh's election: Sheikh, rattle, roll », 13-19 janvier 2024.

(7) *Le Monde*, « Législatives au Bangladesh : la première ministre, Sheikh Hasina, confirmée pour un cinquième mandat », 8 janvier 2024.

(8) Ministère français de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, « Indonésie : indicateurs et conjoncture » (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ID/indicateurs-et-conjoncture>).

(9) Suvoalaxmi Dutta Choudhury, « Le Bharatiya Janata Party, parti au pouvoir de Modi, remporte d'importantes victoires dans les élections des États indiens », Fondation Asie-Pacifique du Canada.

(10) <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/11/26/en-2024-plus-de-la-moitie-de-la-population-mondiale-sera-appelée-aux-urnes/>



Photo ci-dessus :

Le 29 juillet 2023, quelques jours après que le Parlement thaïlandais eut refusé d'autoriser le candidat réformiste Pita Limjarernrat à se présenter une seconde fois au poste de Premier ministre, des manifestants thaïlandais brandissent des affiches à son effigie lors d'une marche à Bangkok. Le 22 août 2023, trois mois après les élections législatives, c'est finalement l'homme d'affaires et novice en politique Srettha Thavasin qui fut désigné Premier ministre par les députés et sénateurs, ralliant suffisamment de soutiens de la part des sénateurs nommés par l'armée. (© Shutterstock)

un plus grand nombre de sièges et de pourcentages de votes. À la lumière des récentes élections dans cinq États indiens tenues en décembre 2023, le BJP apparaît en bonne position de remporter un troisième mandat. Malgré une inflation importante (autour de 6 %), des soupçons de corruption et de népotisme, le succès du BJP s'expliquerait ainsi par le fait que la popularité personnelle du Premier ministre Modi, combinée à l'« Hindutva » — ou nationalisme hindou —, a renforcé sa position dans le « cœur hindi ». Le parti a pu capitaliser sur l'Hindutva en tant que projet de renaissance culturelle et sur Modi en tant que leader charismatique, propulsant l'Inde comme le prochain *viswa guru*, ou leader mondial (9).

Alors que l'Inde est considérée au sein de la plupart des stratégies indo-pacifiques comme un allié essentiel et démocratique capable de contrebalancer la Chine, l'Inde sous Modi s'affirme de plus en plus au titre de puissance géopolitique en pleine émergence et capable de mener une politique étrangère indépendante.

En bref, tant pour le Bangladesh et l'Indonésie que pour l'Inde, le maintien au pouvoir de figures politiques liées au passé et à des politiques conservatrices semblent un élément commun important. De plus, l'ascendance morale des normes libérales